

Spallian Innovation S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social : 75, boulevard grande duchesse Charlotte

L-1331 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg : B 170.691

TRANSFERT VERS L'ETRANGER

du 14 décembre 2016

numéro 2818/2016

L'an deux mille seize, le quatorze décembre.

Pardevant Nous, Maître **Martine SCHAEFFER**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu :

1) Monsieur Renaud PROUVEUR, né à Ris-Orangis (France), le 21 octobre 1973, gérant, résidant au 8, boulevard de Bastille, F-75012 Paris (France) ;

2) Monsieur Stéphane BOUVIER, né à Angers (France), le 26 février 1978, ingénieur, résidant au 65, rue du Général Leclerc, F-94270 Le Kremlin Bicêtre (France) ;

3) Monsieur Yann SUISSA, né à Paris (France), le 24 novembre 1978, ingénieur, résidant au 14, rue de la Prévoyance, F-94300 Vincennes (France) ;

4) Monsieur Bernard MENCIAER, né à Foug (France), le 14 octobre 1942, administrateur, résidant au Rua Haddock Lobo 1725 apart. 241, Cerqueira Cesar CEP 01414-003, Sao Paulo (SP) (Brésil) ;

5) Monsieur Thibaud PROUVEUR, né à Créteil (France), le 11 janvier 1984, directeur commercial, résidant au 27, rue de l'Assomption, F-75016 Paris (France) ;

6) Monsieur Daniel PROUVEUR, né à Morsang-Sur-Seine (France), le 5 octobre 1948, retraité, résidant au 4, rue Neuve des Plantes, F-91800 Boussy-Saint-Antoine (France) ;

7) Monsieur Richard DURBIANO, né à Tassin-La-Demi-Lune (France), le 9 août 1971, directeur des relations institutionnelles, résidant au 29, rue de Cronstadt, F-75015 Paris (France) ;

8) Monsieur Olivier GADAN, né à Clamart (France), le 28 janvier 1986, directeur du développement et de la prospective, résidant au 71 D, route du Pavé Blanc, F-92140 Clamart (France) ;

9) Monsieur Ivan BARBOT, né à Ploeuc (France), le 5 janvier 1937, retraité, résidant au 10, place de Seoul, F-75014 Paris (France) ;

10) Monsieur Patrick BONNET, né à Saint-Germain-en-Laye (France), le 2 février 1955, directeur commercial, résidant au 126, boulevard Saint-Germain, F-75006 Paris (France) ;

11) Monsieur Michel WERNER, né à Wilrijk (Belgique), le 30 septembre 1957, directeur de recherche, résidant au 5, rue Gauguet, F-75014 Paris (France) ;

12) Monsieur Luiz Carlos ALVES LIMA, né à Itabuna (Brésil), le 17 décembre 1962, PDG, résidant à Avenida Sete de Setembro, 1796 - Edif. Arthur Moreira Lima, apto 2001 - Bairro do Campo Grande, ZIP code 40.080-004, Ville de Salvador, Bahia (Brésil) ;

13) Monsieur Fabio Antonio OLIVEIRA ANDRADE, né à Ibicarai (Brésil), le 27 mars 1961, directeur commercial, résidant au rua Barao de Loreto, Apto 1101, Graça, ville de Salvador, Bahia, (Brésil) ;

14) Monsieur Johan DEJANS, né à Aarschot (Belgique), le 17 novembre 1966, employé privé, résidant au Frederic Lintsstraat 39, B-3000 Leuven (Belgique) ;

15) Monsieur Laurent PROBST, né à Laxou (France), le 9 février 1966, employé privé, résidant au 7, rue Saint Urbain, F-57100 Thionville (France) ;

16) Monsieur Philippe DUREN, né à Verdun (France), le 5 décembre 1960, employé privé, résidant au 28, rue Emile Lavandier, L-1924 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) ;

17) Monsieur Mervyn R. MARTINS, né au Portugal, le 18 janvier 1961, employé privé, résidant au 3, rue de Capellen, L-8393 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) ;

18) Monsieur Laurent GRENÇON, né à Liège (Belgique), le 30 octobre 1973, employé privé, résidant au 10, An der Retsch, L-6980 Rameldange (Grand-Duché de Luxembourg) ;

19) Monsieur Philippe PRESTAT, né à Villerupt (France), le 28 juin 1958, orthodontiste, résidant au 2, place de la République, F-57100 Thionville (France) ;

20) Monsieur Michel KONNE, né à Thionville (France), le 18 juin 1957, agent général d'assurance, résidant au 5, boucle des Lièvres, F-57100 Thionville (France) ;

21) LIVENZA S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 14, route d'Arlon, L-7412 Bour, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.587 ; et

22) ERISA S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 14, place Thorn, L-2637 Luxembourg, enregistrée au

Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 85.169.

Les parties sub 2) à 22) sont ici représentées par Monsieur Renaud PROUVEUR, prénommé, en vertu de vingt et une (21) procurations données sous seing privé à Paris (France), Salvador (Amérique centrale), Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), Rameldange (Grand-Duché de Luxembourg) et Thionville (France) les 5, 6, 7, 8, 9 et 10 décembre 2016.

Lesquelles procurations après avoir été signées « *ne varietur* » par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-avant, ont déclaré et prié le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A. Que les comparants, précités, détiennent toutes les huit cent cinquante et un mille cinq cent soixante-dix-huit (851.578) **parts sociales représentatives du capital social de la société** à responsabilité limitée "**Spallian Innovation S.à r.l.**", ayant son siège social au 75, boulevard grande duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 170.691,

constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 2 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2246 du 10 septembre 2012,

et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le même notaire, le 31 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1149 du 7 mai 2014.

B. Ladite société a un capital social actuel de huit millions cinq cent quinze mille sept cent quatre-vingt euros (8.515.780.- EUR), représenté par huit cent cinquante et un mille cinq cent soixante-dix-huit (851.578) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR) chacune, entièrement souscrit et libéré.

C. Que l'ordre du jour des présentes est conçu comme suit :

1. Abolition de la version anglaise des statuts de la société ;
2. Transfert du siège social statutaire, de la direction effective, de l'administration centrale et du principal établissement de la société du 75, boulevard grande duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg vers le 5, rue Abel, F-75012 Paris, France, et adoption de la nationalité française.
3. Constat de la démission du gérant unique.
4. Nomination d'un mandataire et détermination de ses pouvoirs pour

les formalités administratives nécessaires et à accomplir au Grand-Duché de Luxembourg.

5. Nomination d'un nouveau gérant en France.
6. Nomination d'un mandataire et détermination de ses pouvoirs pour les formalités administratives nécessaires et à accomplir en France.
7. Divers.

Ensuite les associés ont pris les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Les associés décident d'abolir la version anglaise des statuts de la société.

DEUXIEME RESOLUTION

Les associés décident que le siège social statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effectif de la société est transféré, avec effet à la date de ce jour, du Grand-Duché de Luxembourg en France,

et plus spécialement au 5, rue Abel, F-75012 Paris, France.

Les associés décident en outre de faire adopter par la société la nationalité française, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle de façon que la société, changeant de la nationalité luxembourgeoise vers la nationalité française, sera dorénavant soumise à la législation française, sans dissolution préalable puisque le transfert de siège ne comporte pas de liquidation aux fins de la loi commerciale.

Les associés décident de **modifier les statuts** de la société dans la mesure nécessaire **pour les rendre conforme à la législation française**,

et plus particulièrement à ce sujet décide :

° **de transformer la société en société privée à responsabilité limitée de droit français et de changer la dénomination** de Spallian Innovation S.à r.l. en **SPALLIAN INNOVATION SARL**,

° **de fixer la durée** de la société pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Luxembourg soit le 7 août 2012,

° **de modifier son objet** pour lui donner la teneur en langue française suivante :

« La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- La prise par tous moyens, la gestion, la cession de toutes participations majoritaires ou minoritaires dans toutes sociétés ou entreprises quelconques créées ou à créer en France ou à l'étranger,

- La supervision, le contrôle opérationnel et stratégique, la gestion des opérations courantes, de toutes sociétés et entreprises filiales ou dans lesquelles il est détenu une participation, la fourniture de prestations de services dans tous les domaines et notamment en matière administrative, juridique, financière, comptable, immobilière ou autres,
- L'animation du groupe, formé par la société et ses filiales ou sociétés dans lesquelles elle détient une participation,
- Le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés ou groupements nouveaux, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits.

Pour réaliser cet objet, la société peut :

- Créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter, directement ou indirectement, tous établissements et locaux quelconques, tous objets mobiliers et matériels ;
- Obtenir ou acquérir tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences d'exploitation en tous pays concernant ces activités ;
- Participer par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ;
- Agir directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes physiques ou morales, et réaliser, directement ou indirectement, en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet ;
- Prendre, sous toutes ses formes, par tous moyens, directement ou indirectement, tous intérêts et participations dans toutes sociétés, groupements ou entreprises françaises ou étrangères, ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rapporter, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, ou être utiles à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation. »

Une copie des statuts en langue française, tels qu'approuvés par l'assemblée, conforme à la législation française, **est jointe en annexe**, étant entendu que les formalités prévues par la loi française en vue de faire adopter ces nouveaux statuts en conformité avec la loi française devront être accomplies.

Les associés approuvent les comptes intermédiaires de la société clôturés au 30 novembre 2016. Ces comptes intermédiaires **restent annexés** au présent acte avec lequel ils seront formalisés.

Les associés constatent, sur le vu des prédicts comptes intermédiaires, pour autant que de besoin, que le capital social est souscrit et libéré, qu'il n'existe aucune perte pouvant affecter le compte « capital ».

TROISIEME RESOLUTION

Les associés prennent acte de la démission du gérant unique, **Monsieur Renaud PROUVEUR**, prénommé et lui donnent bonne et valable décharge pour l'exécution de son mandat.

QUATRIEME RESOLUTION

Les associés décident, conformément au paragraphe 89 de la Loi Générale des Impôts, de nommer **Monsieur Laurent ROUACH**, né le 27 mars 1961 à Casablanca (Maroc) et demeurant au 14, place Joseph Thorn, L-2637 Luxembourg, afin de recevoir toutes les notifications émises par l'Administration des Contributions Directes du Grand-Duché de Luxembourg et adressées à la Société et afin de les transmettre à la société pour le suivi et éventuellement le règlement.

CINQUIEME RESOLUTION

Les associés décident ensuite de nommer en conformité avec la loi française, un gérant unique savoir :

Monsieur Renaud PROUVEUR, né à Ris-Orangis (France), le 21 octobre 1973, gérant, résidant au 8, boulevard de Bastille, F-75012 Paris (France), pour une durée illimitée.

SIXIEME RESOLUTION

Les associés décident de conférer tous pouvoirs, dont ceux de substitution au susdit nouveau gérant unique, **Monsieur Renaud PROUVEUR**, pour apporter aux statuts en langue française et à l'acte de transfert du siège toutes les modifications qui pourraient lui être demandé par les autorités françaises compétentes en vue de l'inscription auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, France.

Les associés décident de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive de l'inscription de la Société auprès du

Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, laquelle inscription devra être prise le 15 février 2017 au plus tard.

DECLARATION PRO FISCO

Les associés prennent acte que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal.

FRAIS

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, est approximativement évalué, sans nul préjudice, à la somme de trois mille euros (3.000.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en français, langue connue du mandataire de l'associé unique, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

SPALLIAN INNOVATION SARL

Société à Responsabilité Limitée au capital de 8 515 780 Euros

Siège social : 5 rue Abel

75012 PARIS

STATUTS A JOUR

EN DATE DU 14 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

TITRE I : FORME -OBJET-DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL-DUREE

ARTICLE 1 - FORME page 5

ARTICLE 2 - OBJET page 5

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE page 6

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

page 6

ARTICLE 5 - DUREE page 6

TITRE II : APPORTS-CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

page 7

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL page 8

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

page 10

1) Augmentation de capital

page 10

. Augmentation de capital en numéraire

page 11

. Augmentation de capital par apport en nature

page 12

2) Réduction de capital

page 12

TITRE III : PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 9 - DROITS DES PARTS

page 13

ARTICLE 10 - CESSION DE PARTS

page 13

1) Forme

page 13

2) Cessions entre associés

page 14

3) Cessions aux conjoints, ascendants ou descendants

page 14

4) Cessions à des tiers

page 14

5) Location des parts

page 16

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DE PART PAR DECES OU

LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

page 17

ARTICLE 12 - REVENDICATION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS

page 17

ARTICLE 13 - NANTISSEMENT DES PARTS

page 17

ARTICLE 14 - COMPTES COURANTS

page 17

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - GERANCE

page 18

1) Nomination du gérant

page

18

2) Révocation du gérant

page 18

3) Démission du gérant

page 18

4) Remplacement du gérant

page 19

5) Pouvoirs du gérant

page 19

6) Responsabilité du gérant

page 19

7) Rémunération du gérant	page 20
<u>TITRE V - CONVENTIONS REGLEMENTEES</u>	
ARTICLE 16 - CONVENTION ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE	page 20
1) Conventions soumises à procédure spéciale	page 20
2) Conventions interdites	page 20
<u>TITRE VI - DECISIONS COLLECTIVES - DROIT DE COMMUNICATION</u>	
ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES	page 21
ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES	page 22
ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES	page 23
ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES	page 23
<u>TITRE VII - EXERCICE SOCIAL -COMPTES SOCIAUX-AFFECTATION DES RESULTATS</u>	
ARTICLE 21 - COMPTES SOCIAUX	page 24
1) Exercice social	page 24
2) Etablissement des comptes sociaux	page 24
3) Réunion de l'assemblée	page 24
4) Droit de communication et d'information des associés	page 24
ARTICLE 22 - AFFECTATION DES RESULTATS	page 25
ARTICLE 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES	page 25
<u>TITRE VIII - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION</u>	
ARTICLE 24 - PERTE DES CAPITAUX PROPRES	page 26
ARTICLE 25 - CONTROLE DES COMPTES	page 26
ARTICLE 26 - DISSOLUTION	page 26
1) Dissolution à l'arrivée du terme à défaut de prorogation	page 26
2) Dissolution anticipée	page 27
. Décision des associés	page 27

ARTICLE 27 - LIQUIDATION

page 27

1) Ouverture de la liquidation et effets

page 27

2) Désignation du ou des liquidateurs

page 27

3) Contrôle de la liquidation

page 27

4) Fin de la liquidation

page 27

ARTICLE 28 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

page 28

TITRE IX - CONTESTATIONS

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

page 28

- Monsieur Renaud PROUVEUR
- Monsieur Yann SUISSA
- Monsieur Stéphane BOUVIER
- Monsieur Michel WERNER
- Monsieur Ivan BARBOT
- Monsieur Patrick BONNET
- Monsieur Johan DEJANS
- Monsieur Philippe DUREN
- Monsieur Mervyn MARTINS
- La société ERISA SA
- Monsieur Bernard MENCIAER
- Monsieur Laurent PROBST
- Monsieur Luiz Carlos ALVES LIMA
- La société LIVENZA SA
- Monsieur Laurent GRENCON
- Monsieur Philippe PRESTAT
- Monsieur Michel KONNE
- Monsieur Daniel PROUVEUR
- Monsieur Fabio ANDRADE
- Monsieur Thibaud PROUVEUR
- Monsieur Richard DURBIANO
- Monsieur Olivier GADAN

Associés actuels, au jour du transfert du siège social de la société à responsabilité limitée régie par les Lois du Grand-Duché de Luxembourg, ont établi ainsi qu'il suit les statuts régis par les Lois Françaises de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

TITRE I : FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société à responsabilité limitée SPALLIAN INNOVATION SARL a été constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Francis KESSELER, Notaire à Esch sur Alzette (Grand-Duché du Luxembourg) en date du 2 Août 2012 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg en date du 7 Août 2012 pour une durée illimitée, sous le numéro B 170691.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, Notaire à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg) en date du 14 Décembre 2016, les associés ont décidé de transférer le siège social de la société à responsabilité limitée régie par les Lois du Grand-Duché de Luxembourg, initialement fixé à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) – 75 boulevard Grande Duchesse Charlotte, à PARIS (75012) – 5 rue Abel, entraînant l'adoption de la nationalité Française et des statuts de la société à responsabilité limitée régie par la Loi Française et ce sans création d'un être moral nouveau.

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par, les dispositions légales et réglementaires en vigueur, tous les textes qui viendraient à les modifier ou les compléter ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- La prise par tous moyens, la gestion, la cession de toutes participations majoritaires ou minoritaires dans toutes sociétés ou entreprises quelconques créées ou à créer en France ou à l'étranger,
- La supervision, le contrôle opérationnel et stratégique, la gestion des opérations courantes, de toutes sociétés et entreprises filiales ou dans lesquelles il est détenu une participation, la fourniture de prestations de services dans tous les domaines et notamment en matière administrative, juridique, financière, comptable, immobilière ou autres,
- L'animation du groupe, formé par la société et ses filiales ou sociétés dans lesquelles elle détient une participation,
- Le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés ou groupements nouveaux, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits.

Pour réaliser cet objet, la société peut :

- Créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter, directement ou indirectement, tous établissements et locaux quelconques, tous objets mobiliers et matériels ;
- Obtenir ou acquérir tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences d'exploitation en tous pays concernant ces activités ;
- Participer par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ;
- Agir directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes physiques ou morales, et réaliser, directement ou indirectement, en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet ;
- Prendre, sous toutes ses formes, par tous moyens, directement ou indirectement, tous intérêts et participations dans toutes sociétés, groupements ou entreprises françaises ou étrangères, ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rapporter, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, ou être utiles à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : **SPALLIAN INNOVATION SARL**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" ou "SRL" suivie de l'indication du capital social, le numéro du Registre du Commerce et des Sociétés suivie de la ville du Greffe et le numéro intracommunautaire d'identification à la TVA.

Lesdits actes devront respecter d'une part les mentions visées à l'article R 123-237 du Code de Commerce et d'autre part concernant les factures émises, elles devront respecter les obligations commerciales et fiscales spécifiques à la facturation, édictées par le Nouveau Code du Commerce et le Code Général des Impôts.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 5 rue Abel – 75012 PARIS

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du département, par décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une assemblée générale extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg intervenue en date du 7 Août 2012, soit jusqu'au 7 Août 2111, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

La durée de la société peut être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre vingt dix neuf ans. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

La décision de prorogation est prise à la majorité prévue pour la modification des statuts.

La société n'est pas dissoute par le décès, ni par la déconfiture, la faillite personnelle, la liquidation des biens, le redressement judiciaire d'un associé.

TITRE II : APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, les soussignés ont fait apport à la société, savoir :

- Monsieur Renaud PROUVEUR, d'une somme de
CINQ MILLIONS SIX CENT QUARANTE
SEPT MILLE SEPT CENT SOIXANTE DIX EUROS
5 647 770 €
- Monsieur Yann SUISSA, d'une somme de
NEUF CENT TRENTÉ SEPT MILLE QUATRE VINGT DIX EUROS
937 090 €
- Monsieur Stéphane BOUVIER, d'une somme de
NEUF CENT TRENTÉ SEPT MILLE QUATRE VINGT DIX EUROS
937 090 €
- Monsieur Michel WERNER, d'une somme de
CENT CINQUANTE DEUX MILLE TROIS CENT QUARANTE EUROS
152 340€
- Monsieur Ivan BARBOT, d'une somme de
SOIXANTE SEIZE MILLE CENT SOIXANTE DIX EUROS 76
170 €
- Monsieur Patrick BONNET, d'une somme de

SOIXANTE SEIZE MILLE CENT SOIXANTE DIX EUROS 170 €	76
• Monsieur Johan DEJANS, d'une somme de SOIXANTE SEIZE MILLE CENT SOIXANTE DIX EUROS 170 €	76
• Monsieur Philippe DUREN, d'une somme de SOIXANTE SEIZE MILLE CENT SOIXANTE DIX EUROS 170 €	76
• Monsieur Mervyn MARTINS, d'une somme de SOIXANTE SEIZE MILLE CENT SOIXANTE DIX EUROS 170 €	76
• La société ERISA SA, d'une somme de SOIXANTE SEIZE MILLE CENT SOIXANTE DIX EUROS 170 €	76
• Monsieur Bernard MENCIAER, d'une somme de SOIXANTE DIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE EUROS 860 €	70
• Monsieur Laurent PROBST, d'une somme de TRENTE HUIT MILLE QUATRE VINGT EUROS 080 €	38
• Monsieur Luiz Carlos ALVES LIMA, d'une somme de TRENTE HUIT MILLE QUATRE VINGT EUROS 080 €	38
• La société LIVENZA SA, d'une somme de TRENTE HUIT MILLE QUATRE VINGT EUROS 080 €	38
• Monsieur Laurent GRENCON, d'une somme de TRENTE HUIT MILLE QUATRE VINGT EUROS 080 €	38
• Monsieur Philippe PRESTAT, d'une somme de TRENTE HUIT MILLE QUATRE VINGT EUROS 080 €	38
• Monsieur Michel KONNE, d'une somme de TRENTE HUIT MILLE QUATRE VINGT EUROS 080 €	38
• Monsieur Daniel PROUVEUR, d'une somme de VINGT SIX MILLE DEUX CENT TRENTE EUROS 230 €	26
• Monsieur Fabio ANDRADE, d'une somme de VINGT DEUX MILLE HUIT CENT CINQUANTE EUROS 850 €	22

- Monsieur Thibaud PROUVEUR, d'une somme de
VINGT ET UN MILLE TROIS CENT DIX EUROS
21 310 €
- Monsieur Richard DURBIANO, d'une somme de
NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE EUROS 9
830 €
- Monsieur Olivier GADAN, d'une somme de
QUATRE MILLE NEUF CENT DIX EUROS 4
910 €

SOIT AU TOTAL UNE SOMME DE HUIT MILLIONS CINQ CENT QUINZE
MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT EUROS
8 515 780 €

Correspondant à HUIT CENT CINQUANTE ET UN MILLE CINQ CENT
SOIXANTE DIX HUIT (851 578) parts sociales de DIX (10,00) € chacune,
entièrement souscrites et libérées.

Il n'y a pas d'apports en nature et en industrie.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de HUIT MILLIONS CINQ CENT
QUINZE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT EUROS (8 515 780 €), divisé
en HUIT CENT CINQUANTE ET UN MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX
HUIT (851 578) parts de DIX (10,00) Euros chacune de valeur nominale,
entièrement souscrites et libérées, attribuées aux associés, savoir :

- Monsieur Renaud PROUVEUR, à concurrence de
CINQ CENT SOIXANTE QUATRE MILLE SEPT CENT SOIXANTE DIX
SEPT PARTS
Numérotées de 1 à 564 777 inclus 564 777
parts
- Monsieur Yann SUISSA, à concurrence de
QUATRE VINGT TREIZE MILLE SEPT CENT NEUF PARTS
Numérotées de 564 778 à 658 486 inclus 93 709
parts
- Monsieur Stéphane BOUVIER, à concurrence de
QUATRE VINGT TREIZE MILLE SEPT CENT NEUF PARTS
Numérotées de 658 487 à 752 195 inclus 93 709
parts
- Monsieur Michel WERNER, à concurrence de
QUINZE MILLE DEUX CENT TRENTE QUATRE PARTS
Numérotées de 752 196 à 767 429 inclus 15 234
parts
- Monsieur Ivan BARBOT, à concurrence de

SEPT MILLE SIX CENT DIX SEPT PARTS	
Numérotées de 767 430 à 775 046 inclus	7 617
parts	
• Monsieur Patrick BONNET, à concurrence de	
SEPT MILLE SIX CENT DIX SEPT PARTS	
Numérotées de 775 047 à 782 663 inclus	7 617
parts	
• Monsieur Johan DEJANS, à concurrence de	
SEPT MILLE SIX CENT DIX SEPT PARTS	
Numérotées de 782 664 à 790 280 inclus	7 617
parts	
• Monsieur Philippe DUREN, à concurrence de	
SEPT MILLE SIX CENT DIX SEPT PARTS	
Numérotées de 790 281 à 797 897 inclus	7 617
parts	
• Monsieur Mervyn MARTINS, à concurrence de	
SEPT MILLE SIX CENT DIX SEPT PARTS	
Numérotées de 797 898 à 805 514 inclus	7 617
parts	
• La société ERISA SA, à concurrence de	
SEPT MILLE SIX CENT DIX SEPT PARTS	
Numérotées de 805 515 à 813 131 inclus	7 617
parts	
• Monsieur Bernard MENCIER, à concurrence de	
SEPT MILLE QUATRE VINGT SIX PARTS	
Numérotées de 813 132 à 820 217 inclus	7 086
parts	
• Monsieur Laurent PROBST, à concurrence de	
TROIS MILLE HUIT CENT HUIT PARTS	
Numérotées de 820 218 à 824 025 inclus	3 808
parts	
• Monsieur Luiz Carlos ALVES LIMA, d'une somme de	
TROIS MILLE HUIT CENT HUIT PARTS	
Numérotées de 824 026 à 827 833 inclus	3 808
parts	
• La société LIVENZA SA, à concurrence de	
TROIS MILLE HUIT CENT HUIT PARTS	
Numérotées de 827 834 à 831 641 inclus	3 808
parts	
• Monsieur Laurent GRENCON, à concurrence de	
TROIS MILLE HUIT CENT HUIT PARTS	

Numérotées de 831 642 à 835 449 inclus	3 808
parts	
• Monsieur Philippe PRESTAT, à concurrence de TROIS MILLE HUIT CENT HUIT PARTS	
Numérotées de 835 449 à 839 257 inclus	3 808
parts	
• Monsieur Michel KONNE, à concurrence de TROIS MILLE HUIT CENT HUIT PARTS	
Numérotées de 839 258 à 843 065 inclus	3 808
parts	
• Monsieur Daniel PROUVEUR, à concurrence de DEUX MILLE SIX CENT VINGT TROIS PARTS	
Numérotées de 843 066 à 845 688 inclus	2 623
parts	
• Monsieur Fabio ANDRADE, à concurrence de DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT CINQ PARTS	
Numérotées de 845 689 à 847 973 inclus	2 285
parts	
• Monsieur Thibaud PROUVEUR, à concurrence de DEUX MILLE CENT TRENTE ET UNE PARTS	
Numérotées de 847 974 à 850 104 inclus	2 131
parts	
• Monsieur Richard DURBIANO, à concurrence de NEUF CENT QUATRE VINGT TROIS PARTS	
Numérotées de 850 105 à 851 087 inclus	983
parts	
• Monsieur Olivier GADAN, à concurrence de QUATRE CENT QUATRE VINGT ONZE PARTS	
Numérotées de 851 088 à 851 578 inclus	

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL

HUIT CENT CINQUANTE ET UN MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX HUIT PARTS 851 578 parts

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1) Augmentation de capital

Le capital social peut être augmenté par la création de parts nouvelles, ordinaires ou privilégiées, émises au pair ou avec prime et attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, selon les modalités qu'elle détermine et en se conformant aux prescriptions légales et réglementaires.

Il peut également être augmenté en vertu d'une décision ordinaire par la conversion de tout ou partie des bénéfices et réserves en parts nouvelles ou par leur affectation à l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

En cas d'augmentation de capital, les attributaires de parts nouvelles, s'ils n'ont déjà la qualité d'associés, devront être agréés dans les conditions fixées à l'article 11 ci-après.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apports en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé par les voies civiles conformément à l'article 1690 du Code Civil sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions prévues à l'article 11 ci-après.

En cas de souscription de parts sociales au moyen de fonds ou de biens communs à deux époux, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui souscrit. Cette qualité est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites, à son conjoint qui notifie à la société son intention d'être personnellement associé. Si cette notification a lieu lors de la souscription, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à la souscription, l'agrément du conjoint par les autres associés sera soumis aux dispositions de l'article 11, des présents statuts. Lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

En cas d'exercice partiel du droit de souscription par un associé, les parts non souscrites par lui peuvent être souscrites librement par ses coassociés ou certains d'entre eux, proportionnellement à leurs droits dans le capital social et dans la limite de leur demande.

Si toutes les parts ne sont pas souscrites à titre réductible, les parts restantes pourront être souscrites par des tiers étrangers à la société à condition que ceux-ci soient agréés par les associés. A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Le droit préférentiel de souscription à titre irréductible et à titre réductible, est exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par la collectivité des associés.

Les associés pourront, lors de la décision afférente à l'augmentation du capital, renoncer, en tout ou en partie, à leur droit préférentiel de souscription.

L'augmentation de capital et les modalités de sa réalisation sont décidées par la collectivité des associés à la majorité des trois quarts des parts sociales.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Si l'augmentation de capital est réalisée par élévation de la valeur nominale des parts existantes, à libérer en espèces, la décision sera prise à l'unanimité. Si des parts avec primes sont créées, la décision collective des associés, portant augmentation de capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

Si l'augmentation de capital fait apparaître des rompus, les associés, qui disposeraient d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles.

- Augmentation de capital en numéraire

Les fonds provenant de la libération des parts feront l'objet, dans les huit jours de leur réception, d'un dépôt sur un compte bancaire ouvert au nom de la société.

Le retrait de ces fonds ne pourra être effectué par le mandataire de la société que dans les trois jours au moins après leur dépôt.

- Augmentation de capital par apport en nature

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital contiendra l'évaluation de chaque apport en nature. Il y sera procédé, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports nommé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête de la gérance.

Lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les gérants de la société et les personnes ayant souscrit à l'augmentation du capital ont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée auxdits apports.

2) Réduction de capital

Le capital social peut être aussi réduit par décision collective extraordinaire des associés pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel de parts et au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre des parts.

Le capital social peut également en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, être amorti en totalité ou partiellement, au moyen des bénéfices ou réserves autres sur la réserve légale.

Les parts sociales intégralement ou partiellement amorties perdent, à due concurrence, leur droit au remboursement de leur valeur nominale, mais elles conservent tous leurs autres droits.

La réduction du capital est autorisée par l'assemblée des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Lorsque l'assemblée approuve un projet de réduction de capital social non motivé par des pertes, les créanciers, dont la créance est antérieure à la date du dépôt au Greffe du procès verbal de délibération, peuvent former opposition à la réduction dans un délai d'un mois à compter de la date du dépôt.

L'opposition est signifiée à la société par acte d'huissier et portée devant le Tribunal de Commerce. Celui-ci rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction de capital ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

L'achat de ses propres parts par la société est interdit. Toutefois, l'assemblée qui a décidé une réduction du capital non motivée par des pertes peut autoriser le gérant à acheter un nombre déterminé de parts sociales pour les annuler.

Cet achat doit être réalisé dans un délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition, il emporte annulation desdites parts.

En cas d'inobservation des dispositions du présent alinéa, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société, après avoir mis les représentants de celle-ci en demeure adressée à la société par acte d'huissier. L'action en dissolution de la société n'est recevable que deux mois après cette mise en demeure restée infructueuse. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Si la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

TITRE III : PARTS SOCIALES - CESSIION DE PARTS

ARTICLE 9 - DROITS DES PARTS

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées.

Elles résulteront des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement signifiées et publiées. Chaque associé peut se faire délivrer, à ses frais, des copies ou extraits des statuts et actes modificatifs.

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société, dans tout l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne droit de participer aux décisions collectives.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis doivent se faire représenter par un mandataire unique, choisi parmi eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par le Président du Tribunal de Commerce à la demande du plus diligent.

Si des parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions prises régulièrement par les associés.

Les représentants héritiers, ayants cause ou créanciers d'un associé, même s'ils comprennent des mineurs ou des incapables, ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander la partage ou la licitation.

ARTICLE 10 - CESSION DE PARTS

1) Forme

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. La cession n'est rendue opposable à la société qu'après avoir été signifié à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

2) Cessions entre associés

Les parts sont librement cessibles entre associés.

3) Cessions aux conjoints, ascendants ou descendants

Les conjoints, ascendants, descendants, non associés, ne peuvent recevoir les parts, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. La procédure prévue à l'article L.223-14 du Code de Commerce s'applique.

4) Cessions à des tiers

Les parts ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant les nom, prénom, profession, domicile, nationalité du cessionnaire proposé, ou s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme, son capital et son siège social, ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément et le prix demandé.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession de parts sociales, ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévue au dernier alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixe dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois

La désignation de l'expert prévu à l'article 1843-4 du Code Civil est faite soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Les associés ou les tiers qui ont déclaré se porter acquéreurs, pourront, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au gérant dans les huit jours de la communication du prix fixé par l'expert, renoncer à cette acquisition s'ils estiment que le prix fixé par l'expert est excessif. Dans ce cas, le cédant pourra réaliser la cession initialement prévue, mais pour le prix fixé par l'expert.

De façon réciproque; le cédant pourra, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au gérant, dans les huit jours de la communication du prix fixé par l'expert, s'il estime que le prix fixé par l'expert est inférieur à la valeur vénale des parts, renoncer à son projet de cessions.

Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement le capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou de l'autre des solutions ci-dessus, toutes dispositions sont prises à l'initiative de la gérance qui doit informer et consulter les associés sur ces solutions et leur possibilité. A cet effet, elle doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés, et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

Si, à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois, il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou s'il en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux, ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; si aucune de ces conditions n'est remplie, la cession projetée ne peut être réalisée et l'associé reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation sera régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société spécialement habilité à cet effet qui signera, en son lieu et place, l'acte de cession. A cet acte qui relatara la procédure suivie, seront annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire

doit, en conséquence, notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toutefois, si les parts sont vendues selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par la gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délais et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

Le conjoint d'un associé apporteur de biens communs ou acquéreur de parts sociales à partir de fonds communs est agréé en qualité d'associé par les autres associés dans les conditions de majorité s'il a notifié postérieurement à l'apport ou l'acquisition son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises. Si cette notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

5) Location des parts

Les parts de la société peuvent être données à bail au profit d'une personne physique.

A peine de nullité, les parts louées ne peuvent faire l'objet d'une sous location.

Lorsque la société fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en application du titre III du Livre VI du Code de Commerce, la location de ses parts sociales ne peut intervenir que dans les conditions fixées par le Tribunal ayant ouvert cette procédure. Le contrat de bail est constaté par un acte authentique ou sous seing privé soumis à la procédure de l'enregistrement.

Pour être opposable à la société, il doit lui être signifié ou être accepté par elle dans un acte notarié dans les formes prévues par l'article 1690 du Code Civil. La location n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés. La délivrance des parts est réalisée à la date à laquelle sont inscrits dans les statuts de la société, à côté du nom de l'associé, la mention du bail et le nom du locataire.

Les parts louées font l'objet d'une évaluation en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. Cette évaluation est effectuée sur la base de critères tirés des comptes sociaux. Elle est certifiée par un Commissaire aux comptes.

Les dispositions légales ainsi que celles contenues à l'article 10 de présents statuts prévoyant l'agrément du cessionnaire sont applicables, dans les mêmes conditions, au locataire.

Le droit de vote attaché à la part sociale louée appartient au bailleur lors des décisions collectives concernant la modification des statuts ou le changement de nationalité de la société et au locataire dans les autres assemblées.

Pour l'exercice des autres droits attachés aux parts sociales louées, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

Pour l'application des dispositions du Livre IV du Code de Commerce, le bailleur et le locataire sont considérés comme détenteurs de parts sociales.

Le bail est renouvelé dans les mêmes conditions que le bail initial.

En cas de non renouvellement du contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention porte dans les statuts. Tout intéressé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, d'enjoindre sous astreinte au Gérant de la société, en cas de signification ou d'arrivée à un terme d'un contrat de bail portant sur des parts sociales, de modifier les statuts et de convoquer la collectivité des associés à cette fin.

Le Gérant peut inscrire ou supprimer dans les statuts la mention du bail et du nom du locataire à côté du nom du bailleur, sous réserve de ratification de cette décision par la collectivité des associés prise dans les conditions de l' article 17 des présents statuts.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DE PARTS PAR DECES OU LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

En cas de décès d'un associé, ses parts ne sont librement transmises à ses héritiers ou ayants droit que s'ils sont eux-mêmes associés. Dans le cas contraire, ils doivent préalablement être agréés dans les conditions définies à l'égard des tiers étrangers à la société. Pour l'exercice de leurs droits, les héritiers et ayants droit non soumis à agrément et ceux qui ont obtenu ledit agrément, doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant toujours exiger la production d'expéditions et d'extraits de tous actes établissant ces qualités. Ils doivent enfin, justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision ainsi qu'il est prévu à l'article 10.

Les parts sociales ne se transmettent librement, en cas de liquidation de leur communauté de biens entre époux, que cette liquidation intervienne de leur vivant ou au décès de l'un d'eux, que si l'époux attributaire est déjà associé. Dans le cas contraire, il doit préalablement être agréé dans les conditions définies à l'égard des tiers étrangers à la société.

ARTICLE 12 - REVENDEICATION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS

Si le conjoint commun en biens d'un associé notifie son intention d'être associé postérieurement à un apport de biens communs fait par ledit associé à la société ou à une acquisition de parts effectuée par son époux à l'aide de biens communs, il ne peut acquérir la qualité d'associé que s'il est agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts. La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'agrément résulte soit de la notification de la décision des associés, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du conjoint. En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve cette qualité pour la totalité des parts.

ARTICLE 13 - NANTISSEMENT DES PARTS

Le nantissement des parts est constaté par acte notarié ou sous seings privés enregistré et signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique. Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus pour les cessions de parts à des tiers, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1 du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délais les parts, en vue de réduire son capital.

Le défaut de notification du projet de nantissement à la société, comme le refus d'agrément de celui-ci par les associés, n'empêche pas le nantissement ; mais, en cas de réalisation forcée, l'adjudicataire devra être agréé comme en cas de cession de parts.

ARTICLE 14 - COMPTES COURANTS

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées soit par décision collective des associés, soit par accords entre la gérance et l'intéressé. Dans le cas où l'avance est faite par un gérant, ces conditions sont fixées par décision collective des associés. Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

TITRE IV : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - GERANCE

1) Nomination du gérant

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, qui peuvent être choisies en dehors des associés. En l'absence de dispositions contraires, les gérants sont nommés pour la durée de la société. Les gérants statutaires sont désignés dans les statuts et les autres

gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

La durée des fonctions du ou des gérants subséquents est fixée par la décision collective qui les nomme. En cas de transformation de la société en une autre forme, les fonctions du gérant cessent lorsque cette transformation devient effective.

2) Révocation du gérant

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Toute clause contraire est réputée non écrite. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

En outre, le ou les gérants sont révocables par les Tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

3) Démission du gérant

Le ou les gérants ont le droit de renoncer à leurs fonctions, à charge pour eux d'informer leurs associés de leur décision, trois mois avant la clôture de l'exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il sera dressé acte du changement, lequel ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant. Cependant la collectivité des associés pourra toujours prendre acte de la démission d'un ou des gérants avec effet ne coïncidant pas avec la date d'un exercice.

Le décès ou le retrait du gérant pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la société. En cas de décès d'un gérant, la gérance sera exercée par le gérant survivant mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant.

S'il n'existe qu'un seul gérant en fonction le jour du décès, les associés devront réorganiser la gérance dans un délai de trois mois ou transformer la société en société d'une autre forme ou prononcer la dissolution anticipée de la société.

Dans ce cas, durant la période intérimaire, les mandataires du gérant décédé, en fonction au jour du décès, continueront à exercer leurs pouvoirs afin d'assurer la gestion de la société, sauf décision contraire de la collectivité des associés.

A défaut, les associés désigneront un gérant provisoire, associé ou non.

4) Remplacement du gérant

Dans les cas prévus ci-dessus et sous réserve des conditions particulières à des cas, la collectivité des associés procède au remplacement du gérant. Dans ce cas elle est consultée d'urgence par le cogérant en exercice ou par un ou plusieurs associés, détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, ou par un mandataire de justice, à la requête de l'associé le plus diligent. En outre, en cas de révocation du

gérant, la collectivité des associés doit procéder par la même décision à la nomination de son remplaçant.

5) Pouvoirs du gérant

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, et à titre de règlement intérieur, l'assemblée qui désigne un gérant peut soumettre la prise de telle ou telle décision qu'elle détermine, à l'accord préalable des associés.

Le gérant ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires à la bonne marche des affaires sociales.

Les gérants peuvent sous leur responsabilité personnelle, et à condition que cette délégation de pouvoirs soit spéciale et temporaire, se faire représenter par tout mandataire de leur choix.

6) Responsabilité du gérant

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon le cas envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit la violation des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants soit individuellement soit en se groupant, à condition qu'ils représentent au moins un dixième du capital social, et en chargeant à leurs frais un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir cette action tant en demande qu'en défense.

Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société à laquelle, le cas échéant, les dommages et intérêts sont alloués. Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

L'action en responsabilité contre les gérants tant sociale qu'individuelle, se prescrit par trois ans. Ce délai court à compter de la date du fait dommageable ou, si celui-ci a été dissimulé, de sa révélation. Toutefois,

lorsque le fait dommageable constitue une infraction qualifiée crime, l'action ne se prescrit que par dix ans.

7) Rémunération du gérant

En rémunération de ses fonctions chacun des gérants a droit à un traitement qui est fixé par décision ordinaire des associés, ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

TITRE V : CONVENTIONS REGLEMENTEES

ARTICLE 16 - CONVENTION ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

1) Conventions soumises à procédure spéciale

La gérance présente à l'assemblée générale statuant sur les comptes d'un exercice ou joint aux documents communiqués aux associés, en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou indirectement ou par personne interposée entre la société ou l'un de ses gérants ou associés conformément aux dispositions de l'article L.223-19 du Code de Commerce.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. Toutefois, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge, pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions toutefois ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Le refus de ratification ou d'autorisation préalable par les associés n'entraîne pas la nullité des conventions en cause, mais les conséquences dommageables pouvant en résulter pour la société restent à la charge du gérant et, s'il y a lieu, de l'associé contractant. Si la convention est passée par plusieurs gérants ou associés, leur responsabilité est solidaire.

2) Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un

découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Elle s'applique également aux conjoints, ascendants, descendants des personnes visées au premier alinéa du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Toutefois, si l'associé est une personne morale, la société peut consentir des prêts ou des avances, mais il faut alors respecter la procédure particulière aux conventions réglementées dans la mesure où il ne s'agit pas d'une opération courante conclue à des conditions normales.

TITRE VI : DECISIONS COLLECTIVES - DROIT DE COMMUNICATION

ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par consultation écrite, sauf dans les cas où la loi impose la tenue d'une assemblée, elles peuvent également être prises aux termes d'un acte notarié ou sous seings privés lorsque la loi ne s'y oppose pas.

L'assemblée est convoquée par la gérance ou, à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore par mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées sont réunies au lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés, quinze jours au moins avant la date de la réunion. Celle-ci indique l'ordre du jour.

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation. Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, sauf en cas de présence de l'intégralité des associés et accord unanime.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La délibération est constatée par un procès verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président, les nom et prénom des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Les procès verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé, soit par le juge du Tribunal de Commerce, soit par un juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune ou un adjoint au Maire.

Toutefois les procès verbaux peuvent être établis sur des feuillets mobiles numérotés sans discontinuité, paraphés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtus du sceau de l'autorité qui les a paraphés.

Dès qu'une feuille est remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuillets est interdite.

Les copies ou extraits des procès verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiées conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les associés disposent d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit.

La réponse est faite par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Les associés pourront participer et voter lors de toutes assemblées autres que celles d'approbation des comptes annuels ou des comptes consolidés, par visioconférence ou tous autres moyens de télécommunication utilisés dans les conditions réglementaires. Dans ce cas, le procès verbal des délibérations de l'Assemblée Générale devra indiquer les nom, prénoms des associés présents ou réputés présents au sens des dispositions

concernant le vote par télécommunication et mentionner tous incidents techniques relatifs aux moyens de télécommunication utilisés ayant perturbé le déroulement de l'assemblée générale.

ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Elles ont pour objet notamment de :

- donner à la gérance les autorisations nécessaires à l'accomplissement des actes excédant ses pouvoirs tels qu'ils ont été définis à l'article 16 ci-dessus,
- se prononcer sur les comptes de la société,
- décider toute affectation et répartition des bénéfices,
- nommer le gérant non statutaire,
- prendre acte de la démission du gérant,
- le révoquer,
- se prononcer sur les conventions visées à l'article 17 ci-dessus
- et d'une manière générale, se prononcer sur toute question n'emportant pas de modifications de statuts ou l'agrément de cessions ou mutation de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Ces décisions sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Elles ont pour objet de :

- modifier les statuts dans toutes leurs dispositions,
- d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droit de souscription ou d'attribution,

Les modifications des statuts sont adoptées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Toutefois :

- le changement de nationalité de la société, l'augmentation des engagements des associés, ou la transformation de la société en société en nom collectif ou en commandite simple ou par actions, ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité.
- les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.
- l'augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices est décidée par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES - D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, chacun d'entre eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

Tout associé a le droit à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social connaissance des documents suivants : bilans, comptes de résultat, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. A cette fin, il peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les Cours et Tribunaux.

Un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital social peuvent soit individuellement soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, la désignation en justice d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et les pouvoirs des experts. Elle peut mettre à la charge de la société les honoraires d'experts.

Le rapport est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, au commissaire aux comptes ainsi qu'à la gérance. Ce rapport doit en outre être annexé à celui établi par le commissaire aux comptes en vue de la prochaine assemblée générale et recevoir la même publicité.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse de la gérance est communiquée au commissaire aux comptes.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle qui doit statuer sur les comptes de l'exercice, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

En outre, pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, les mêmes documents sont tenus au siège social à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

TITRE VII : EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATIONS DES RESULTATS

ARTICLE 21 - COMPTES SOCIAUX

1) Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.

2) Etablissement des comptes sociaux

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire, les comptes annuels et une annexe et établit un rapport de gestion écrit. Ces documents ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes sont communiqués aux associés dans les conditions et délais prévus par les dispositions réglementaires. A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

3) Réunion de l'assemblée

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

4) Droit de communication et d'information des associés

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe ainsi que le rapport de gestion établi par la gérance, sont tenus au siège social à la disposition des commissaires aux comptes, s'il en existe, un mois avant la convocation de l'assemblée. Le bilan, le compte de résultat et l'annexe, le rapport de gestion ainsi que le texte des résolutions proposées, et, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication des documents prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance sera tenue de répondre au cours de l'assemblée.

ARTICLE 22 - AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et les charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins est affecté au fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toute somme qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives et de reporter à nouveau.

Le solde, s'il n'existe, est attribué aux associés sous forme de dividendes.

La part de chaque associé dans les bénéfices est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes votées par l'assemblée générale sont fixées par elle ou, à défaut, par les gérants. Toutefois, la mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation judiciaire.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VIII : TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 24 - PERTE DES CAPITAUX PROPRES

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois de l'approbation des

comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L.223-2 du Code de Commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués, à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision est publiée dans les conditions réglementaires.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées.

Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

ARTICLE 25 - CONTROLE DES COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, titulaires ou suppléants peuvent ou doivent être nommés selon que la société remplit ou non les critères fixés par l'article L.223-35 du Code de Commerce. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

ARTICLE 26 - DISSOLUTION

1) Dissolution à l'arrivée du terme à défaut de prorogation

La société est dissoute à l'arrivée du terme à défaut de prorogation. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance devra provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

A défaut par la gérance de procéder à cette convocation, tout associé pourra demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de consulter les associés sur cette question.

2) Dissolution anticipée

• Décision des associés

La dissolution anticipée de la société peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 27 - LIQUIDATION

1) Ouverture de la liquidation et effets

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit ; sa dénomination sociale est alors suivie de la mention "société en liquidation". Cette mention, ainsi que le nom du ou des liquidateurs, doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

La dissolution de la société ne peut produire ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La dissolution de la société n'entraîne pas de plein droit la résiliation des baux des immeubles utilisés pour son activité sociale, y compris les locaux d'habitation dépendant de ces immeubles.

Si, en cas de cessation de bail l'obligation de garantie ne peut plus être assumée dans les termes de celui-ci, il peut y être substitué, par décision du Tribunal de Grande Instance du lieu de la situation de l'immeuble, toute garantie offerte par le cessionnaire ou un tiers, et jugée suffisante.

2) Désignation du ou des liquidateurs

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société. La collectivité des associés conserve les mêmes pouvoirs qu'avant la dissolution de la société. Elle règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. Les liquidateurs exercent leurs fonctions conformément à la loi. Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné par ordonnance du Président de Commerce statuant sur requête.

La gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs accompagnés de toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective des associés.

3) Contrôle de la liquidation

En l'absence de commissaire aux comptes, les associés peuvent, par une décision prise à la majorité du capital, désigner un ou plusieurs mandataires chargés de contrôler les opérations de liquidation. Leurs pouvoirs, leurs obligations et leur rémunération sont fixés par l'assemblée qui les nomme.

4) Fin de la liquidation

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus à donner au liquidateur pour sa gestion et la décharge de son mandat, et pour constater la clôture de la liquidation.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de procéder à la convocation.

ARTICLE 28 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main place de plein droit la société sous l'emprise des dispositions légales et réglementaires régissant les Entreprises Unipersonnelles à Responsabilité Limitée (E.U.R.L.).

Cette substitution n'est opposable à la société qu'après accomplissement des formalités prescrites par l'article 1690 du Code Civil ou dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social ; elle ne devient opposable aux tiers qu'après exécution de cette formalité.

TITRE IX : CONTESTATIONS

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumis à la juridiction des Tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile, dans le ressort du Tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

Signé: R. Prouveur et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 19 décembre 2016

Relation : 2LAC/2016/26664

Reçu soixante-quinze euros

Eur 75.-

Le receveur/signé/ff. Yvette THILL

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à la demande de la prédite société, aux fins
d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 16 janvier 2017.